

## **Former à l'information, pourquoi ? Comment ? Quelques réponses à partir de la situation de l'enseignement supérieur en communauté française de Belgique.**

**Bernard Pochet**

président du groupe *EduDOC* (asbl)  
maître de conférence,  
directeur de la Bibliothèque et des Presses  
de l'université de Gembloux (Belgique)

Force est de constater qu'il n'existe pas de capacité innée de repérage et d'exploitation de l'information. Ce sont des compétences qui s'acquièrent et pour lesquelles l'enseignement, l'école, a un rôle essentiel à jouer. Il s'agit de compétences fondamentales donnant les moyens à l'individu, l'élève, l'étudiant, le travailleur, d'accéder à d'autres compétences et d'être un citoyen responsable à même de juger de la valeur réelle d'une information et d'avoir vis-à-vis d'elle une attitude critique lui permettant d'agir efficacement sur son environnement.

La simplification apparente de l'accès à l'information amène à entendre un discours politique particulièrement simplificateur, davantage inquiet des aspects techniques de l'accès à « des informations » que du réel problème posé par la formation des utilisateurs. Il faut bien constater que souvent, il n'y a aucune volonté politique vis-à-vis du problème de la formation documentaire, comme il y en a si peu, en Belgique en tout cas, vis-à-vis du livre et de la documentation en général.

Au cours de cette communication, nous tenterons de répondre aux questions posées ci-dessus, à la lumière de la réalité de l'enseignement supérieur en Communauté française de Belgique et de notre expérience au sein du groupe *EduDOC*.

### **Contexte**

La Belgique, patrie du surréalisme, n'est pas une source de simplification pour imaginer un modèle cohérent pour les bibliothèques et la formation documentaire. Un État fédéral avec 3 communautés linguistiques et 3 régions et une forte décentralisation de l'enseignement. Il n'y a pas de direction générale donnée par les pouvoirs publics et encore moins d'outil comparable à une « sous-direction des bibliothèques ».

Pour les 3 niveaux d'enseignement général, supérieur non universitaire et supérieur universitaire :

- *général (6 année d'enseignement primaire et 6 années d'enseignement secondaire)* : il y a peu d'initiatives en faveur de la formation documentaire, il y a d'ailleurs peu de bibliothèques (initiatives locales, associations de parents).
- *supérieur non universitaire* : Il y a 30 « hautes écoles » regroupant 155 écoles dans la partie francophone du pays. L'objectif de ces regroupements est financier. Les hautes écoles ne dépendent plus d'un « pouvoir central », il y a 30 équipes de directions totalement indépendantes dont la formation documentaire n'est pas le souci principal.
- *universitaire* : 3 académies regroupant 9 universités qui restent relativement

indépendantes. Le fonctionnement est très décentralisé. Le ministère de l'enseignement supérieur délègue tout pouvoir aux universités. Le Conseil Interuniversitaire francophone (CIUF) est un organe créé par les universités et reconnu par les pouvoirs publics pour faciliter les échanges et développer des synergies. Le CIUF travaille avec plusieurs commissions dont une « commission Bibliothèques », le seul organe de coopération entre les bibliothèques universitaires. Une association, la Bibliothèque Interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (BICfB), a été créée par la commission Bibliothèques pour gérer les achats en consortium pour les 9 universités. La formation documentaire est un autre sujet d'échange au sein de la commission mais qui n'a jusqu'ici abouti sur aucun résultat concret.

Les associations de bibliothécaires sont de leur côté peu sensibles à la formation documentaire. L'association « ProdocEdu » regroupant essentiellement les bibliothécaires de l'Enseignement supérieur a inscrit la formation documentaire comme un des ses objectifs. Le groupe *EduDOC* est une association qui va fêter ses 15 ans et qui a pour seul objet la formation documentaire.

Le groupe *EduDOC* tente de répondre aux questions suivantes :

- y a-t-il une didactique spécifique pour la formation à l'information ?
- quelle formation pour nos enseignants et professionnels de l'information ?
- comment prouver l'intérêt d'une formation à l'information pour nos étudiants ?
- comment susciter une attitude critique dans la recherche d'information ?

Les problèmes rencontrés pour l'organisation des formations sont par ailleurs nombreux. Par exemple :

- comment intégrer des formations alors que le programme des étudiants est déjà surchargé, que les horaires sont déjà complets et que la priorité est donnée aux cours contenus ?
- comment confier des formations aux bibliothécaires dont la disponibilité diminue parce qu'ils sont de moins en moins nombreux ?
- comment intervenir si les compétences documentaires de certains enseignants demeurent parfois plus que lacunaires ?
- et enfin, comment s'organiser face au nombre d'étudiants à former ?

## **Organisation et institutionnalisation des formations**

Il n'y a aucun appui réglementaire pour imposer la formation documentaire à l'exception des filières de l'enseignement pédagogique qui forment les instituteurs et les enseignants de l'enseignement secondaire inférieur. En effet, depuis 2001, pour ces études, un cours de recherche documentaire de 15 heures est imposé par un décret « définissant la formation initiale des instituteurs et des enseignants du secondaire inférieur ». Ce cours d'« Initiation à la recherche documentaire » est destiné à donner à ces étudiants une meilleure formation scientifique. Il est associé à un cours de 15 heures de « Notion d'épistémologie des disciplines » et à un cours de 15 heures d'« initiation à la recherche en éducation ». Bien que l'objectif ne soit pas d'en faire une formation de formateurs, on peut supposer que ces futurs enseignants seront mieux sensibilisés à la nécessité d'un apprentissage de la méthodologie documentaire.

Il faut souligner que ces formations sont le plus souvent assurées par des enseignants sans formations spécifiques dans le domaine. Dans les autres filières, les formations sont rares et sont compensées par des séances d'information organisées par les bibliothécaires.

Dans les universités, chaque université, voire chaque formateur, gère sa formation comme il l'entend. Toutes les facultés sont concernées par les formations et le nombre de ces dernières est en croissance constante (du moins dans les grandes universités). Ces formations sont dans plus part des cas assurées par de le personnel des bibliothèques.

L'organisation des formations est donc très dépendante du niveau d'enseignement. Dans l'enseignement non universitaire, à part pour l'enseignement pédagogique, aucune directive centrale n'impose ou n'incite à la création d'enseignement de méthodologie documentaire. Le problème est essentiellement un problème lié aux budgets accordés aux bibliothèques et au financement du personnel pour cet enseignement. Dans l'enseignement universitaire, les bibliothèques sont mieux financées et il y a presque toujours une intervention organisée.

La création des cours de méthodologie documentaire dépend toujours des facultés où il est organisé et ceci explique que de nombreux contrastes sont rencontrés. L'image des bibliothèques dans les facultés et la compréhension de la nécessité d'une formation sont très différentes d'une faculté à l'autre, les autorités et les enseignants des facultés de sciences humaines et de lettres sont en général plus sensibilisés. Cependant, dans ces facultés, c'est un partenariat qui est demandé au bibliothécaire et ce dernier n'est bien souvent sollicité que pour des compléments techniques (Droit, Lettres, Histoire...).

### **Didactique, formation et compétences pour les formateurs**

Comme il n'y a pas de directive légale, il n'y a pas de spécificités du point de vue didactique. On note quand même quelques échanges via le groupe *EduDOC* ou d'autres canaux. Il restent néanmoins informels.

Sur l'ensemble des formations rencontrées, trois approches peuvent être observées. Elles se différencient en fonction de la façon dont le concept d'information est entendu :

- *soit l'information est perçue au sens large* et la formation est dès lors orientée autour de l'utilisation d'Internet et des bases de la bureautique. Ces formations échappent totalement aux bibliothèques et aux bibliothécaires. Elles sont cependant considérées par les autorités locales comme une réponse aux besoins de formation des usagers ;
- *soit le concept d'information est en rapport direct avec celui de bibliothèque*. La formation est alors une formation de base, réalisée par les bibliothécaires eux-mêmes. Elle tourne surtout autour d'une utilisation la plus optimale de l'outil bibliothèque ;
- *soit le concept d'information s'étend à tout le circuit de la communication scientifique*. L'approche est dès lors beaucoup plus large. Cette dernière approche peut être soit méthodologique, soit technique. Dans le premier cas c'est l'ensemble des aspects de la communication scientifique qui est abordé, de la question initiale à la critique de l'information en passant par la définition des documents primaires, la présentation de tous les outils de recherche, des langages de commande et documentaires spécifiques, l'écriture de la question documentaire, la rédaction de communication. Lorsque l'approche est plus technique, les formations sont plus courtes et focalisées sur un outil documentaire en particulier, telle bibliographie ou tel catalogue.

Tenant compte de ces trois approches, on rencontre dans les universités trois niveaux d'intervention bien distincts :

- *des cours organisés en partenariat avec un enseignant* : la prise en charge est de 2 à 4 heures et consiste en une visite de la bibliothèque et une présentation de l'OPAC et des outils de recherche documentaire. Parfois cette " formation " est complétée par un exercice. Dans ce premier cas, l'approche est essentiellement technique, l'enseignant se réservant les aspects méthodologiques et l'évaluation ;

- *des formations courtes* : ces formations, également techniques, sont organisées spontanément par les bibliothèques pour former les étudiants à un outil en particulier. Elles sont conçues dans une perspective technique et ne sont généralement pas évaluées ;
- *des cours plus élaborés* : inscrits à l'horaire, donnés par un bibliothécaire et sanctionnés par un examen. Ces cours ont une durée allant de 15 à 60 heures. L'adoption de la comptabilisation des heures en crédits ECTS a été pour certaines formations plutôt bénéfique en valorisant le travail souvent important demandé aux étudiants (exercices et travaux pratiques).

Nous avons pu observer une intégration progressive de la formation de formateurs dans 2 des 3 écoles (bac +3) pour bibliothécaires-documentaliste. Cette intégration a été entreprise suite à une large table ronde organisée en 2003 par le groupe EduDOC. Ces cours tentent dans un premier temps de convaincre les futurs professionnels de la nécessité d'organiser des formations, cernent les concepts à transmettre et décrivent rapidement les moyens didactiques à utiliser.

L'enseignement à distance (Coupole, DÉFIST, AERIS, ...) commence à être organisé mais il est utilisé comme support. Il n'y a pas de formations à distance créditées à elles seules. Il est possible de rencontrer des étudiants n'ayant pas assisté aux cours qui se « contentent » de la partie EAD mais ce n'est pas l'objectif de ces outils.

Dans l'enseignement général (primaire et secondaire) il y a peu de bibliothèques. On peut rencontrer des bibliothèques d'école dans les établissements de grande dimension (au moins 1000 élèves) ou lorsqu'il y a une initiative des parents. On rencontre surtout des bibliothèques de classe, initiatives individuelle d'enseignants. Alors que les programmes officiels insistent sur la nécessité d'utiliser des bibliothèques (surtout pour améliorer les performances en lecture) rien n'est mis en place pour leur création et leur fonctionnement. Fin des années '90 le Ministère a financé la création de centres cybermédia dans toutes les écoles primaires. Ces centres sont l'occasion d'organiser des formations mais ces formations sont très techniques et limitées à Windows, Word et Internet.

## **Importance de la formation documentaire pour la démocratie**

Trois niveaux doivent être considérés pour parler de cet aspect : la capacité de s'informer, l'attitude critique et une démocratie plus active.

La formation documentaire va donner aux usagers *la capacité de s'informer* en toute autonomie. S'informer pour se former tout au long de la vie, s'informer pour se former mais aussi s'informer pour être un citoyen responsable, capable d'agir en tant que citoyen qui sait de quoi il parle et qui agit en connaissance de cause, qui comprend le monde et les autres, assume les différences, sait confronter les idées et a accès à la mémoire et à l'histoire.

Par ailleurs, la formation documentaire comprend systématiquement un module sur la *critique de l'information*. La critique externe (source, auteur, date, ...) et la critique interne (du fond et de la forme) envisagées dans ces formations sont valables tant pour les documents imprimés que pour les documents électroniques. En science comme ailleurs, cette attitude s'impose, surtout si la source de l'information est mal identifiée. La démarche est essentielle et fait partie de l'« attitude scientifique » indispensable. Le point de départ étant : « ce n'est pas parce que c'est écrit (ou dit, ou montré, pour les autres médias) que c'est nécessairement vrai ».

Enfin, l'existence de grands groupes de presse monopolistiques (Dassault, Benetton, Mondadori, Maxwell, Murdoch, Roularta, Rossel, Grüner,...) est une évidence depuis pas mal de temps. Cela ne veut pas dire que tous les destinataires de cette information soient bien au courant des enjeux. Pour l'information scientifique, ce n'est que depuis le début des années '90 qu'une prise de conscience a débuté. Grâce au développement d'Internet et à la prise de conscience de certains scientifiques et du monde des bibliothèques, de nouveaux modèles de communication de l'information scientifique sont apparus. Ces nouveaux modèles qui remettent en cause la mainmise des grands éditeurs commerciaux sur la publication scientifique se sont multipliés dans différents secteurs de la science et dans le monde entier. Cette prise de conscience a débuté avec le mouvement d'Archives Ouvertes, l'OAI et l'implication des bibliothécaires. L'émergence des revues en libre accès et les grands projets nationaux et internationaux autour des Archives se sont faits connaître et ont successivement provoqué la prise de position des fondations scientifiques dans le monde des éditeurs non commerciaux, des universités en Europe et des gouvernements.

Le rôle des formateurs est de mettre clairement en avant la possibilité que l'utilisateur (lecteur et auteur) a de prendre position dans ses choix documentaires. Le monde *open source* dépasse d'ailleurs largement les circuits de la communication scientifique avec par exemple les logiciels libres (Linux, OpenOffice, Gimp, ...). Cette *nouvelle forme de participation* rendue possible grâce à Internet alimente largement le débat public.

Il est à l'heure actuelle difficile d'imaginer de former des étudiants futurs professionnels et futurs citoyens, sans mettre en oeuvre des outils d'information et de formation suffisamment efficaces. Ce qui est fait en matière de formation à l'information en Communauté française de Belgique est loin d'être l'idéal mais assez d'initiatives existent qui méritent d'être multipliées pour faire de nos filières de formation des formations réellement complètes.